

Intitulé de l'épreuve :

ECONOMIE

Nombre de copies :

4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Question n° 1 : Les aides d'état sont-elles indispensables à la compétitivité ?

Longtemps rétive aux aides d'état massives, l'Union Européenne a changé sa vision depuis la crise économique, et notamment avec la Covid-19. De plus, la souveraineté économique affichée par l'UE s'appuie essentiellement sur une politique de réindustrialisation qui suppose un accompagnement public élevé pour tendre vers la transition écologique dessinée par le pacte vert. Si les aides d'état sont traditionnellement compatibles avec les règles du libre échange et n'ont pas nuit à la compétitivité des entreprises, il semble que les crises économiques successives ont modifié ce paradigme.

① Le libéralisme économique encadre les aides publiques pour favoriser la compétitivité.

Le libéralisme économique limite l'intervention de l'état à un strict rôle de régulateur du marché. De la « main invisible », d'Adam Smith, aux avantages relatifs défendus par Ricardo, le marché international s'auto-régule par une logique de l'offre et la demande. Toute interventionnisme public génère selon les principes de déséquilibre sur le marché du fait de distorsions

N°

1/14

de concurrence. Ces règles libérales prévalent surtout depuis les années 80 avec la libéralisation des économies avancées et l'écllosion des émergents au sein d'une économie devenue mondialisée.

Toutefois, il existe de nombreuses dérogations à ces interdits d'aids d'état. L'UE, par exemple, qui défend ardemment le principe de libre concurrence accède des possibilités d'aids publics par le biais de dommages ou préjudices économiques et sociaux, conformément à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. Même les États-Unis commencent à investir dans leurs entreprises par classes pour l'économie après le choc de la Covid (Plan Biden de 300 milliards de dollars).

② Le retour du protectionnisme international accélère les aids d'état par ailleurs une meilleure transition écologique et numérique.

Nous assistons aujourd'hui à un retour de protectionnisme qui remet en cause la limitation des aids d'état. La guerre commerciale sino-américaine est aussi liée au degré d'interventionnisme de chacun de ses pays. L'économie administrée chinoise est ainsi décriée par les États-Unis au nom des règles de droit international. Simultanément, les États-Unis instaurent des politiques keynésiennes pour stimuler sa transition écologique, comme c'est le cas du plan Inflation Reduction Act, de 400 milliards de dollars, de soutien pour une industrie automobile verte.

Dans ce contexte de changement de paradigme, l'UE doit défendre ses valeurs et aider ses entreprises. L'UE est souvent critiquée pour l'application stricte des règles de concurrence. Toutefois, ce respect des règles qui a permis de stimuler la compétitivité de ses entreprises limite la progression des prix et conserve un bon pouvoir d'achat de ses consommateurs. Elle doit néanmoins explorer

sa position comme a atteste l'initiative recente de la Commission europeenne. Cette derniere a adopte des regles relatives aux aides d'etat par simplifier le versement de subventions dans six secteurs clés, tels que la batterie ou la panneaux solaires. Cette initiative répond ainsi à la volonté de la Commission européenne, Margherita Vestager, qui appelle l'UE à prendre plus de risques.

Question n°2 : Les sanctions économiques sont-elles efficaces ?

Les sanctions économiques occidentales à l'égard de la Russie imposées dès son entrée en guerre contre l'Ukraine ont mis un peu de temps à se faire sentir sur l'économie russe. Ces sanctions économiques visent à marginaliser l'économie de l'agresseur mais surtout l'empêcher de financer sa guerre. Les sanctions économiques sont-elles efficaces à plus ou moins long terme ?

① Sur le court-terme, les sanctions économiques à l'égard de la Russie ont surtout ébranlé l'économie européenne.

Des sanctions économiques occidentales par réduisant la capacité militaire de la Russie. Dès le 24 février 2022, les démocraties ont voté une batterie de sanctions économiques et financières pour déferler leurs valeurs et soutenir l'Ukraine. Parmi ses sanctions, on retrouve le gel des avoirs des oligarques russes au monde la limitation des importations en hydrocarbure. Ces sanctions avaient pour principal objectif de ne pas participer au financement de la guerre russe par l'intermédiaire du commerce international.

Toutefois, la grande dépendance européenne vis-à-vis des hydrocarbures russes a fragilisé le continent. L'annonce de ses sanctions et les stratégies de diversification

N°

3.1.14

des approvisionnement européens ont conduit à une forte inflation sous-jacente avec l'augmentation des prix de l'énergie. Par limite le réconfortement social, le gouvernement français a appliqué un barème tarifaire sur les prix de l'énergie par un coût de 30 milliards en 2022. Cette inflation a enrichi les compagnies gazières et pétrolières russes.

② Sur le moyen-terme, les sanctions économiques sont vraiment efficaces à condition d'être justifiées et coordonnées.

Vladimiroutine a reconnu l'impact négatif des sanctions économiques sur le moyen-terme. Il lui est de plus en plus difficile de financer ses opérations militaires dont le seul coût, en dehors des sanctions, est déjà élevé. Selon les institutions financières mondiales (FMI, OCDE), le produit intérieur brut de la Russie a chuté d'au moins 2,2% en 2022.

L'exemple russe démontre que les sanctions économiques sont efficaces à condition d'être justifiées et articulées entre les pays. Les sanctions appliquées dans le cadre d'une relation bilatérale sont, quant à elle, rarement efficaces. À titre d'illustration, les sanctions réciproques infligées par la Chine et les États-Unis dans leur guerre commerciale nuisent à la compétitivité et la croissance mondiale par la création d'une polarisation de l'économie mondiale qui limite les échanges, et principalement la diffusion de l'innovation.

Question n° 3, Comment l'Afrique Subsaharienne peut-elle relever le défi du financement de son économie ?

L'Afrique Subsaharienne compte parmi elle les pays les plus pauvres de la planète. Ces pays sont aujourd'hui confrontés à un niveau de dette publique sans précédent qui se verra sur les effets conjugués de l'augmentation des taux d'intérêts mondiaux et de la valorisation du dollar. Mais ces pays doivent aussi préparer l'avenir pour faire face au choc démographique et

Intitulé de l'épreuve :

ECONOMIE

Nombre de copies :

4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

relever de son financement ?

① Les pays de l'Afrique Subsaharienne connaissent des problèmes de financement hétérogènes.

Les pays subsahariens connaissent un niveau de dette publique devenu insoutenable. La Covid-19 et l'inflation ont rendu leur endettement public de plus en plus difficile à financer dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale. De plus, l'augmentation des taux d'intérêt renchérit la charge de la dette, tout comme la valorisation du dollar.

On observe des situations hétérogènes au sein de l'économie de l'Afrique subsaharienne. Globalement, les projections de croissance s'établissent aux alentours de 3,6% par an en 2023, selon le FMI. Toutefois, les pays de l'Est sont plus performants que les pays du Sud. À titre d'exemple, l'Afrique du Sud devrait connaître une croissance économique de seulement 0,1%. Concernant l'inflation, la moitié de ces pays dépassent le taux de 10%.

② La communauté internationale doit jouer un rôle majeur dans le financement de l'économie subsaharienne

N°

S. 114

La question de la dette de ces pays est centrale. Dans un premier temps, il conviendrait d'assouplir les conditions d'accès aux droits de tirage spéciaux du FMI par les pays les plus vulnérables. Ainsi, le déblocage rapide de ces versements fournirait des liquidités précieuses pour ces pays. Il ne faut toutefois pas tomber dans le piège d'un renforcement de l'inflation. Il faut donc coordonner ces choix à celui de réduire les dettes de ces pays par un dialogue avec les principaux créanciers publics et privés. Il faut, à ce titre, surtout convaincre la Chine qui détient une grande partie de ces dettes.

L'aide publique au développement représente aussi un aspect crucial pour le financement de l'économie latino-américaine. Ces aides permettent aussi d'asseoir une politique économique, sociale et environnementale sur le long terme. Ainsi, la France pourrait inciter ses partenaires européens et américains d'atteindre un niveau d'aide équivalent à 0,7% du revenu national brut, comme prévu dans la loi nationale de novembre 2021.

Question n° 4: Le système financier est-il suffisamment régulé?

La banqueroute de la «Silicon Valley Bank» (SVB) nous rappelle les risques potentiels d'une nouvelle crise financière. Malgré le renforcement de la réglementation financière internationale depuis la crise des Subprime en 2008, notre système financier peut encore menacer notre économie réelle. Le système financier désigne l'ensemble des lois, acteurs et mécanismes de fonctionnement qui concourent à financer l'économie mondiale. Le système financier est-il suffisamment robuste?

① La chute de la SVB laisse planer le spectre d'une nouvelle crise financière.

La crise financière de 2008 a démontré les failles de

notre système financier. La logique de spéculation, la faiblesse des ratios de liquidité par les banques et la faiblesse de contrôle sur les actifs risqués ont provoqué une crise financière qui s'est répercutée sur l'économie réelle. Le sauvetage des banques par l'agent public a marqué les esprits des citoyens.

Et pourtant, la rapide faillite de la SVB interroge les limites de la réglementation financière. Le niveau de ratio de liquidité est celui de l'éclat mondial n'a pas été repoussé par les États-Unis qui ont décidé de relever le seuil, de 50 à 250 milliards, à partir duquel ces règles de solvabilité s'appliquent. On pourrait donc penser qu'il s'agit d'un cas isolé. Toutefois, il faut rappeler que cette faillite est surtout provoquée par la concentration d'actifs du Trésor rendue possible grâce à une politique monétaire expansionniste de la FED. La BCE a aussi appliqué cette politique avant de relever rapidement ses taux d'intérêts directeurs, alourdissant ainsi la charge d'intérêts des emprunteurs.

(2) Le système de réglementation du financement de l'économie est désormais plus solide qu'en 2008

Des normes prudentielles se sont multipliées depuis la crise de 2008 afin de renforcer la responsabilité des acteurs financiers. Ainsi, la création de l'Union Bancaire Européenne en 2014 instaure des mécanismes de financement et de responsabilité accrues des banques commerciales. Les plus importants d'entre eux doivent dépasser d'un ratio de liquidité de 100% et constituer un fond d'assurance des dépôts pris en temps de crise. Les États veulent éviter au maximum de plaquer de l'argent public par aider les banques privées.

Cette réglementation financière doit rester vigilante et poursuivre son évolution pour affronter le défi contemporain. Cette réglementation doit mieux sanctionner le financement carbone et encourager le verdissement de l'économie. Les politiques de réglementation doivent aussi encadrer les

cryptomonnaies qui, par leur fonctionnement désinstitutionnel et opaque, compliquent les contrôles et peuvent déboucher sur le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

Question n° 5 : La politique monétaire doit-elle servir à lutter contre le réchauffement climatique ?

Dans son portefeuille d'actifs, la Banque centrale européenne (BCE) ne détient que 5% de titres verts. Ce faible pourcentage démontre le peu d'actions entreprises par l'institution monétaire européenne pour encourager la transition écologique des entreprises. La présidente, Christine Lagarde, a annoncé un changement de cap dans la politique monétaire.

La politique monétaire désigne un ensemble de décisions institutionnelles par règle. La politique monétaire dont l'évolution souhaitée est souvent corrélée au niveau de croissance. Les politiques monétaires sont gérées par des institutions indépendantes dans les pays démocratiques. Conscientes de leurs responsabilités, ces banques centrales savent avoir un impact écologique. Est-ce possible et comment ?

1) Les politiques monétaires sont encore aujourd'hui largement carbonées.

Le financement de l'économie est assuré par des politiques monétaires qui encouragent un système économique carboné.

Le portefeuille de la BCE est aussi composé d'actifs d'entreprises polluantes. Si les institutions centrales ne sont pas responsables de cette politique, elles ne font pas grand chose pour orienter les investissements. La FED, le réseau américain, finance surtout les grands compagnies d'hydrocarbures.

Et pourtant, les banques centrales disposent de nombreux instruments pour encourager la transition écologique. Elles peuvent ainsi offrir des avantages de taux pour les entreprises vertueuses et se débarrasser des actifs polluants.

Intitulé de l'épreuve :

ECONOMIE.

Nombre de copies :

4

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

② Les avancées timidées de la BCE doivent servir d'exemple pour impulser de véritables politiques de financement vert

La BCE a fait des avancées timides dans le financement de la transition écologique. Elle est en train de vendre son portefeuille en encourageant les projets vertueux sur le plan écologique. Toutefois, les associations écologistes dénoncent à un rythme bien trop lent et des objectifs éloignés de la neutralité climatique. Pour dépasser le symbole, les politiques monétaires doivent trouver des résultats concrets. Pour ce faire, elles doivent être l'extension de politiques budgétaires. Ainsi, la BCE doit accompagner le financement du label vert quand le FED doit favoriser l'application de l'Inflation Reduction Act, plan américain pour l'industrie verte. Les aides aux financements doivent être prises par ailleurs financées par des taxes appliquées en vertu de « prédateur-pollueur » comme le suggérait le Rapport Molin-Molin auprès du ministre de l'économie en 2013.

Question n° 6 : Les impacts économiques des conflits mondiaux sont-ils évitables ?

En avril 2022, Emmanuel Macron exhortait l'Europe à éviter dans une « économie de guerre » car la guerre en Ukraine risque de durer. Les conflits mondiaux sont des confrontations entre au moins deux pays qui peuvent

N°

2.14

reste vers une guerre militaire. Les conflits sont davantage économiques dès le monde contemporain. La Guerre en Ukraine offre les deux visages avec un conflit meurtrier entre la Russie et l'Ukraine, et un conflit économique entre la Russie et l'Occident. Ce conflit mondial a de larges répercussions. Quel impact économique du conflit mondial aura-t-il des répercussions durables ?

① La guerre a des répercussions durables sur l'économie

La dernière guerre mondiale a façonné le système capitaliste. Selon l'économiste et sociologue allemand Werner Jombart, la reconstruction des pays touchés par la Seconde Guerre mondiale a participé à renforcer le système capitaliste. La recherche de la paix internationale a aussi favorisé l'extension des marchés internationaux et le renforcement de la stimulation entre les entreprises, à l'origine de leur plus grande compétitivité. De manière générale, l'évolution du système de production dépend de conflits, comme le théorise Karl Marx. L'Europe déploie une nouvelle logique militaire pour se préparer à une « économie de guerre ». L'annonce d'un plan de 100 milliards d'euros pour renforcer sa capacité militaire par l'Allemagne a surpris tout le continent. L'Allemagne rompt ainsi avec sa doctrine pacifique pour financer un programme militaire et développer un complexe militaire industriel par les décennies.

② Les conflits internationaux hybrides menacent la durabilité de notre économie.

L'économie de guerre n'est plus compatible avec la nécessité d'une transition écologique par préserver nos ressources naturelles. Les anciens conflits ont été encouragés

notre économie carbonée. Les plans militaires décalant de l'actualité
guerre en Ukraine doivent saisir l'opportunité de constructions
d'armes ou d'engins à partir de matières peu consommées
en carbone et alimentés par des énergies renouvelables (comme
le lithium pour les batteries électriques des drones).

Les pays développés doivent accompagner les pays vulnérables
à sortir des conflits pour faire respecter l'ordre économique
international. Ainsi, la guerre atroce en Libye a coûté la
vie humaine mais aussi la rente pétrolière du pays et
l'état riche en ressources naturelles voit des familles s'appauvrir
par l'absence d'une véritable politique économique et sociale.

L'impact économique de conflits internationaux a des répercussions
diverses sur un pays. Les effets peuvent être bénéfiques ou non
selon la politique qui ont suivi ce conflit.

Question n°7: Les outils de soutien à l'internationalisation
des entreprises françaises sont-ils efficaces?

Le déficit record du solde commercial français de 2022
par un montant de 164 milliards d'euro interroge la
politique exportatrice de la France. Un solde extérieur qui ne
cessa de se creuser alors que le nombre d'entreprises françaises
qui exportent s'accroît continuellement depuis 2012 par atteinte
à 144 400 en 2022. Comment expliquer ce paradoxe?
Les outils de soutien à l'internationalisation des entreprises
françaises sont-ils efficaces?

① Le « crédit export » favorise les exportations françaises.

La France a mis en place un système de subventions pour
encourager les exportations de ses entreprises. Parmi ces
subventions, il existe le « crédit export » qui
permet de verser de l'argent à une entreprise

en fonction de son activité. Ce fonds est géré par la Banque publique d'investissement qui alloue les subventions en fonction des besoins et des politiques.

② Toutefois, les mesures de soutien à l'exportation des entreprises françaises devaient plus s'orienter vers les jeunes PME.

Les aides doivent cibler les jeunes PME. Ce sont les entreprises parmi les plus exportatrices et celles qui ont besoin de plus de financement pour se lancer sur le marché international. De plus, l'aide devait surtout s'orienter vers les secteurs vulnérables de l'exportation française comme l'industrie ou le textile.

Question n° 3 : Faut-il lutter contre l'inflation ?

Le retour de l'inflation dans les économies développées provoque la crainte de la stagflation, c'est-à-dire la combinaison entre une croissance nulle et une forte inflation.

L'inflation désigne l'augmentation durable des prix sur une période donnée. Elle est mesurée par l'indice des prix à la consommation. L'inflation entraîne une baisse de la valeur de la monnaie : on achète moins de choses avec la même quantité d'argent. L'inflation actuelle est combattue par des politiques de hausse des taux d'intérêt par la banque centrale qui pourraient peser sur la croissance économique. Faut-il lutter contre l'inflation au risque d'une récession ?

① L'impact de la monnaie sur l'économie réelle invite d'ailleurs à réguler l'inflation.

De nombreux théoriciens convergent sur la non neutralité de la monnaie dans l'économie, contrairement aux pensées de Milton Friedman. Pour Keynes, la préférence pour la liquidité des agents économiques favorise ainsi le relance économique par la demande en cas de politiques

Intitulé de l'épreuve : Economie
Nombre de copies : _____

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

économiques interventionnistes. Selon la théorie quantitative de la monnaie de Fisher, une trop grande quantité de monnaie en circulation a de calories avec la croissance des échanges peut être à l'origine de l'inflation.

Le rôle central de la politique monétaire est donc de régler l'inflation pour coordonner l'évolution de la circulation monétaire avec la croissance économique. La BCE a, par exemple, pour objectif principal de limiter l'inflation de l'euro autour de 2%. Elle est obligée de respecter ce mandat tout en préservant l'objectif de croissance économique en vertu de l'article 127 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

② Malgré le risque de stagflation, il est encore nécessaire de lutter contre l'inflation.

L'augmentation des taux d'intérêt par la banque centrale fait partie du risque de stagflation. La forte inflation en Europe en 2022 (9%, 6% en France) et dans les pays occidentaux en général a conduit à une politique monétaire de resserrement continue des taux d'intérêt depuis 2022. La BCE n'avait plus augmenté ses taux depuis 10 ans. Les taux directeurs sont de 4% en septembre 2023, contre plus de 5% par la FED. Toutefois, de nombreux observateurs craignent que ces niveaux de taux découragent l'investissement et la reprise et

N°
1.3114

alourdissent la charge de l'emprunt de l'état dans une période de forte croissance des dettes publiques. Cette politique de l'excès pourrait donc s'avérer néfaste pour la croissance économique.

Il faut cependant poursuivre cette lutte contre l'inflation qui a démontré ses premiers effets. Cette lutte encourage aussi les politiques monétaires plus vertueuses.



Lined writing area consisting of approximately 30 horizontal lines.

N°
... / ...

Lined writing area with horizontal ruling lines.